

Note d'Analyse

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

La régénération du système militaro-industriel américain au tournant du siècle

par, **Claude Serfati**, économiste, chercheur-enseignant à l'Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines

1. Introduction

Dans cet article, nous analysons les transformations du système militaro-industriel américain au cours des années quatre-vingt-dix, durant lesquelles les conditions géopolitiques ont profondément changé. On peut définir la production d'armes, comme le prolongement sur le terrain économique des fonctions de défense de l'Etat [Serfati, 1995]. Ses configurations organisationnelles et institutionnelles résultent donc du croisement de facteurs économiques et (géo)politiques. La prise en compte des relations de l'industrie d'armement aux institutions étatiques est fondamentale. Moins qu'ailleurs, la séparation entre une prétendue économie fonctionnant sur la base de sa propre régulation « marchande » et un État où se concentrerait tout entier le « politique » n'est acceptable.

La nature des relations économiques et politiques internationales est également fondamentale. Depuis la disparition de l'URSS, les États-Unis sont la seule « superpuissance » avec tous les avantages et les contraintes qui résultent de la gestion du nouvel ordre mondial [Serfati, 2001a]. Un objectif central du « nouvel ordre mondial » (qui, en réalité est un désordre mondial), ou dans sa variante économique de la « mondialisation », est l'extension de la « démocratie de marché », où le marché serait une *agora*, dont le droit de vote serait matérialisé par la possession d'un droit de propriété (l'action). En France, le MEDEF l'appelle la « démocratie actionnariale » [Lordon, 2000]. En réalité, l'extension de la « démocratie de marché » telle qu'elle figure dans l'agenda des politiques néolibérales relayées par les institutions internationales (FMI, Banque mondiale, OCDE) combine la liberté du capital financier de circuler sans entrave au gré des opportunités de rendements et la privatisation et la déréglementation des marchés et des industries. La prospérité du capital dépend de la *sécurité* dont il bénéficie, et sa sécurité exige de consacrer des sommes toujours plus gigantesques aux dépenses militaires. Car la « mondialisation » dont la force motrice est constituée par les « marchés financiers » – expression vague derrière laquelle il faut lire la domination croissante d'investisseurs institutionnels (et au premier rang, les fonds de placement (fonds de pension, mutuels et spéculatifs) – a considérablement creusé les inégalités économiques et sociales entre quelques pays développés, principalement situés dans la zone « euroatlantique » et le reste de la planète. L'ampleur des inégalités sociales produite par la mondialisation du capital est telle que même les organisations internationales (Fonds Monétaire International et Banque mondiale), qui ont contribué à les créer par leur politique économique ne cherchent plus à les nier. En même temps, les effets prédateurs sur la nature et l'environnement s'accroissent. Dans les pays développés, les politiques gouvernementales défont une à une les institutions de protection collective (maladie, retraite, chômage) qui s'étaient consolidées après la seconde guerre mondiale dans les pays développés. Ces politiques ont également augmenté de façon considérable les inégalités sociales au sein des pays développés.

Le mode de développement dominé par le capital financier accroît donc l'insécurité économique, sociale et environnementale pour une bonne partie de la planète. En sorte que la *prospérité* et la *sécurité* des « marchés » – la *paix* pour le capital – aboutissent inévitablement à faire la *guerre* contre les peuples qui en subissent les conséquences. Selon les données du SIPRI, la chute des dépenses militaires mondiales a pris fin en 1996, et en 1999 elles ont même augmenté pour la première fois depuis 1988. Il est désormais clair qu'un nouveau cycle massif d'augmentation des dépenses militaires a commencé au tournant du siècle. Les États-Unis ont une part importante dans la mise en route de la militarisation de la planète. En 1999, les dépenses militaires des États-Unis ont représenté 33%, et avec celles des pays membres de l'OTAN, la

coalition qu'il dirigent, 66% des dépenses militaires mondiales [SIPRI, 2000]. En termes de production d'armes, leur domination est encore plus forte. La suprématie devient même totale lorsqu'on s'intéresse aux dépenses de Recherche-développement destinées à améliorer les technologies intégrées dans les nouvelles générations de systèmes d'armes. Les États-Unis réalisent 80% des dépenses de R&D militaire des pays de l'OTAN, et plus de 70% des dépenses mondiales de R&D [SIPRI, 2000]. Les décisions de l'Administration Bush prises après le 11 septembre 2001, mais en réalité déjà *inscrites* dans le programme électoral du candidat républicain, vont encore accentuer cette suprématie. Gérer le « désordre mondial » se fait à coûts croissants.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le système militaro-industriel américain. Les importantes transformations qu'il a connues au cours des années quatre-vingt-dix ont consolidé son enracinement dans l'économie et la société américaine. Pour paraphraser le langage des militaires, le système militaro-industriel est un *vainqueur non-collatéral* de la mondialisation du capital.

2. Le retour du capital financier...

Au cours des années quatre-vingt-dix, la configuration de l'appareil militaro-industriel a changé. En 1993, le Pentagone, confronté à une baisse du budget militaire, a donné le signal de départ. Son objectif déclaré était de réduire le nombre de grands groupes auxquels il confiait la responsabilité de la conception, du développement et de la production des systèmes d'armes. C'est également lui qui, en 1997, a fait siffler la fin (provisoire) du processus de concentration. La *Federal Trade Commission* et le Département de la Justice, principales autorités anti-trusts, ont donné un avis défavorable sur la fusion envisagée entre Lockheed Martin et Northrop Grumman. Cette décision reflétait l'inquiétude du Pentagone de se trouver en position de faiblesse face à un nombre trop limité de groupes. Mais corollairement, cette décision permettait de fixer les positions et ainsi de consolider la position des grands groupes qui s'étaient constitués dans la période 1993-1997. En 2000, les cinq premiers groupes ont reçu 40% des contrats d'équipement du Département de la défense et environ un tiers des dépenses consacrées à la Recherche et développement militaire.

Dans le cadre très général fixé par le DoD (Département de la défense), les investisseurs institutionnels (fonds de pension, fonds mutuels) ont été les forces motrices des fusions-acquisitions qui ont accompagné les restructurations industrielles. Entre 1993 et 1997, le montant des fusions-acquisitions s'est élevé à plus de 60 milliards de dollars d'actifs. L'entrée des institutions du capital financier à la direction des groupes contractants du Pentagone a entraîné de profondes transformations de leur mode de gestion et de contrôle. Comme dans les autres secteurs industriels, le poids des actionnaires s'est considérablement accru, et ceci est souvent présenté comme la fin du contrôle managérial. C'est du moins la représentation idéalisée qu'en donne la théorie de l'agence par Jensen [ii][i] [1986]. Pour ces économistes néoclassiques, les actionnaires et les dirigeants de l'entreprise ont en effet des intérêts contradictoires. Les dirigeants cherchent à maximiser leurs revenus, et compte tenu de leur position à l'intérieur des entreprises, ils disposent d'informations et de liberté de décision qu'ils font jouer dans le sens de leurs intérêts, et au détriment des actionnaires. Des réformes du mode de gestion et de contrôle (gouvernement d'entreprise) sont nécessaires pour résoudre ce conflit entre le principal (l'actionnaire) et son agent (le dirigeant). Une des mesures consiste à inciter les dirigeants à maximiser la valeur créée pour l'actionnaire. Et quelle meilleure incitation que de lui remettre des stock-options [iii][ii] et d'autres avantages financiers qui incitent les dirigeants à créer de la valeur pour l'actionnaire ?

On a ainsi assisté au cours des années quatre-vingt dix à la constitution d'une coalition actionnaires-dirigeants pour « *faire dégorger du cash* » selon l'expression de Jensen. Nul besoin de longues explications pour comprendre que le moyen privilégié pour atteindre ce but a consisté à réduire le coût salarial. Les suppressions d'emplois ont été le moyen le plus drastique. Des centaines de milliers d'emplois ont disparu au cours de la décennie quatre-vingt-dix (mais l'industrie américaine de l'armement emploie encore – directement et indirectement – plus de deux millions de salariés au début de cette décennie). L'augmentation du taux d'exploitation de la main-d'œuvre a été un autre moyen de créer de « la valeur pour l'actionnaire ». Il n'est donc rien de plus faux que de considérer que le gouvernement d'entreprise ne concerne que les relations entre l'actionnaire (le « principal ») et les dirigeants (les « agents »). La mise en place de ce type de gouvernement d'entreprise a été en fait concomitant d'un déplacement considérable du partage de la valeur ajoutée au profit du capital et au détriment du travail. De

leur côté, les dirigeants d'entreprise ont tiré de considérables avantages de ces fusions et des suppressions d'emplois. Comme l'indique le tableau 1, ils ont bénéficié de revenus et de stock-options d'un montant considérable. Et cela au prix d'un parasitisme financier dont l'affaire Enron représente seulement la forme la plus spectaculaire (voir plus loin) .

Tableau 1 : Les rémunérations et autres avantages des cinq plus hauts dirigeants des groupes de la défense américains (milliers de dollars, 2000)

Nom des 6 Compagnies	Rémunérations après les fusions	Plus-values boursières réalisées grâce aux fusions	Gains potentiels des stocks-options
McDonnell Douglas, Northrop Grumman, Martin Marietta, Rockwell, Loral, General Dynamics	103.660	286.200	834.601

Source : Adapté de O. Lurie, Center for Defense Information (CDI) .

3. ... et la hausse des dépenses militaires

Il ne fait guère de doute que la balance des forces au sein du système militaro-industriel a indiscutablement évolué en faveur des investisseurs institutionnels. Néanmoins, le Département de la défense reste un élément central du système militaro-industriel. C'est l'acheteur unique des armes produites, puisque les exportations nécessitent son aval et sont de toute façon fortement subventionnés par l'argent public. Un des modes de financement des exportations est fourni par le *US Foreign Military Sales*, par lequel le « *gouvernement passe des contrats pour l'achat de produits de défense américains au nom de gouvernements alliés et amis* » [Defense Science Board, 1999]. Selon des études américaines, environ la moitié des livraisons d'armes des groupes américains aux pays clients est subventionnée par le contribuable.

La création de « valeur pour l'actionnaire » dépend donc pour une grande part du volume des commandes passées par les trois armes (Air Force, Navy, Army), donc du niveau de R&D et d'équipement (*procurement*) voté par les congressistes. Or, la réduction du budget de la défense qui, à son apogée (en 1987) a dépassé 400 milliards de dollars (dollars 1995) a été substantielle. Elle s'est poursuivie jusqu'en 1996. Il faut néanmoins relativiser la diminution puisque, au point bas atteint en 1996, le budget de la défense se situait à plus de 80% de la période 1950-1980, celle dite de « guerre froide ». Dans ce contexte de déclin des commandes, le rachat de firmes de la défense a été pour les groupes acquéreurs un moyen d'augmenter le chiffre d'affaires réalisé avec le Pentagone. Toutefois, les actionnaires de ces groupes ne pouvaient se contenter de cette solution et l'ont fait savoir avec la baisse brutale des cours boursiers. Après avoir considérablement augmenté entre 1993 et 1997, la valeur boursière des trois grands groupes de la défense qui avaient dirigé le processus de concentration industrielle a nettement baissé (entre 30 et 50%) entre 1997 et 1999. La baisse frappa d'autant plus les observateurs que, d'une part, elle ne touchait pas – bien au contraire – l'ensemble des groupes de la défense mais seulement les plus importants, et d'autre part, qu'elle contrastait avec les valorisations boursières extraordinairement élevées que connaissaient les compagnies de la dite « nouvelle économie » .

La baisse brutale des cours boursiers de certains groupes de la défense fut même considérée comme le signe de la désaffection de Wall Street pour l'industrie d'armement et de son engouement pour les entreprises du secteur des technologies de l'information (les sociétés « .com »). C'est comme si la baisse brutale de la valeur d'Alcatel en 1997 (-40%) avait signifié la fin de l'intérêt des investisseurs institutionnels pour le groupe français, alors qu'elle était essentiellement un signal fort adressé à sa direction (un « vote avec ses pieds ») pour trouver les moyens de « créer plus de valeur pour l'actionnaire » (Un message qui fut compris par les dirigeants puisqu'un plan de suppression de milliers d'emplois suivit cet effondrement boursier).

En réalité, le mécontentement de Wall Street n'avait rien à voir avec un désintérêt pour l'armement, il exprimait l'impatience des actionnaires. Le message fut bien reçu. Dès 1999, le secrétaire adjoint du Département de la défense déclara qu'« *il fallait veiller à la viabilité de long terme de nos entreprises* » et « *concéda que le niveau des dépenses fédérales est insuffisant pour moderniser les équipements militaires* » [Wall, 1999]. Ce n'était pas que des paroles. A partir de 1999, un nouveau cycle haussier – une augmentation de 110 milliards de dollars (1998) des dépenses d'équipement entre 1999 et 2003 – était annoncé par l'administration Clinton. C'était quelques mois avant le déclenchement des frappes de l'OTAN contre la Serbie. Cette guerre permit de regonfler le plan de charge de ces groupes. Comme l'écrivit le *Financial Times*, « *Il pourrait sembler un peu macabre de chercher les bénéficiaires du conflit du Kosovo, mais les Bourses ne sont pas sentimentales* » [Financial Times, 12 avril 1999].

La campagne pour les élections présidentielles 2000 fut l'occasion de nouvelles surenchères sur les questions de défense entre les deux candidats, et la victoire de G.W. Bush est prometteuse pour les industriels et le Pentagone. Les « experts » du système militaro-industriel estimaient même que 50 à 100 milliards de dollars supplémentaires devraient être dépensés dans les prochaines années. Ils ont donc obtenu gain de cause. Après le 11 septembre 2001, l'Administration Bush et le Congrès se sont engagés dans une formidable progression du budget militaire. En 2001, le budget militaire atteignait 307 milliards de dollars. Le budget 2002 s'élève à 339 milliards de dollars, et le président Bush a proposé dans son message sur l'Etat de l'union (février 2002) que le budget 2003 atteigne 379 milliards de dollars, ainsi qu'un doublement des dépenses consacrées à la « sécurité nationale » (*Homeland security*) qui atteindrait 37,7 milliards de dollars en 2003. Soit une augmentation du budget militaire de 26% entre 2001 et 2003, et l'objectif d'atteindre un niveau de 451 milliards de dollars en 2007. Entre 2002 et 2007, c'est la somme gigantesque de 2.144 milliards de dollars qui devraient être dépensés à des fins militaires (les grands programmes d'armement mis en développement ont un coût total qui dépasserait 800 milliards de dollars).

Le dégonflement de la bulle formée sur les sociétés de technologie de l'information à partir du printemps 2000, conjugué aux effets encourageants de l'augmentation des budgets d'équipement ont rappelé aux investisseurs institutionnels que les groupes liés au Pentagone demeurent plus que jamais des « valeurs sûres » à long-terme. La hausse du budget d'équipement n'a rien à voir avec une bulle spéculative [iii]. Elle correspond plutôt, si l'on ose dire, à des « fondamentaux » économiques et géopolitiques.

4. Des transformations limitées du mode de production et de gestion

Il est souvent affirmé que les groupes contractants de la défense ont considérablement transformé le mode de production ainsi que le mode de gestion de leurs activités industrielles. Certains estiment que le mode de production des systèmes d'armes et le mode d'organisation des complexes militaro-industriels qui ont dominé dans les quatre décennies d'après-guerre correspondaient à un « fordisme militaire » qui est désormais révolu [Albrecht, Kaldor, Schmeder, 1997]. Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer ces transformations. Les entreprises de la défense ont rapproché leur comportement de celui adopté dans les industries civiles. La crise économique ouverte en 1973 a favorisé l'abandon de l'organisation fordiste qui avait prévalu dans les décennies d'après-guerre. Cette transformation des groupes de la défense a été facilitée par le rapprochement des technologies civiles et militaires (les technologies « à usage dual ») qui ont permis aux groupes de tirer profit des technologies de procédés de production introduit dans les industries civiles (automobiles, électronique) [Cowan, Foray, 1997]. Les groupes de la défense ont donc adopté de nouvelles méthodes fondées sur la flexibilité des *process* qui sont bien éloignées du modèle « fordiste ». L'introduction d'innovations technologiques (de procédés) et organisationnelle résultent à la fois des opportunités offertes par les technologies de l'information mais également de l'emprise croissante des actionnaires qui espéraient ainsi diminuer le pouvoir des dirigeants et la fin du fonctionnement bureaucratique qui servait leurs intérêts. De plus, l'allégement des procédures bureaucratiques imposées par le « client » (le DoD) et par d'autres instances de régulation (par exemple le *State Department* en ce qui concerne les exportations) devrait permettre aux groupes de la défense de faire preuve, à l'instar des firmes engagées sur des marchés fortement concurrentielles, d'une plus grande *réactivité* face aux demandes du marché. L'exemple archétypal de ces transformations est fourni par l'essor du commerce électronique entre industriels (B2B), généralement considéré comme porteur de gains considérables.

Mais il y a loin des discours à la réalité. Les grands groupes de l'armement ont gardé de nombreux traits singuliers qui les mettent à bonne distance des critères de compétitivité et d'efficacité en vigueur dans les industries civiles [iv][iv]. Il faut d'abord rappeler que le mouvement de concentration s'est traduit par un « recentrage » sur les activités de la défense, loin d'une diversification vers les marchés civils. Tel était en fait l'objectif commun assigné à ces fusions par le Pentagone et les industriels : constituer des grands groupes qui seraient plus efficaces (selon le Pentagone) parce que réalisant de considérables économies d'échelle grâce à la dimension des marchés de la défense qu'ils se partageraient. Cette concentration sur les « compétences foncières » (*core business*) a conduit à un « ré-enclavement » des groupes de la défense, plutôt qu'à une diversification accrue, avec un chiffre d'affaires réalisé dans l'armement qui dépasse 50% pour la plupart des grands groupes. En même temps, la réduction du nombre de firmes en compétition met la poignée de groupes contractants en position plus confortable face au Département de la défense.

En dépit de convergences croissantes entre les technologies utilisées pour les productions civiles et militaires, l'industrie de l'armement américaine demeure largement moins efficace. Selon une étude menée auprès des industriels, les coûts intermédiaires seraient 40% plus élevés dans les groupes de l'aéronautique et de la défense que dans l'industrie de l'électronique. Les infrastructures des contractants du Pentagone seraient 50% plus nombreuses que celles qui sont nécessaires [Veloci, 1999]. Un analyste déclare que l'industrie aéronautique et de défense est dans un état de « sénilité précoce » [Veloci, 1999]. En fait, on l'a dit, la course à l'acquisition de firmes a permis à Lockheed-Martin, Boeing et Raytheon et quelques autres d'augmenter le volume de contrats passés avec le Pentagone, ce qui était le but essentiel. Mais ceci s'est fait au prix d'une augmentation des coûts bureaucratiques et parasites considérables [v][v]. Le rôle des cabinets de consultants, de courtage qui vendent à prix d'or leurs conseils et leur intermédiation dans les opérations de fusions-acquisitions a été une fois de plus crucial [Markusen, 1997]. Les rapports complaisants qui concluaient aux multiples avantages que les groupes gagneraient à fusionner ne prenaient pas en compte les coûts que devrait supporter les contribuables pour permettre plus de création de « valeur pour l'actionnaire ».

Ces pratiques ne sont certes pas propres à l'armement, comme l'indique la faillite d'Enron, septième compagnie américaine à la fin de l'année 2001. Cette faillite n'a pas seulement mis en lumière la profondeur des liens qui unissent le capital et les institutions politiques américaines (financement des campagnes des deux partis, mesures fiscales taillées sur mesure, etc.). Le groupe Enron, connecté aux réseaux pétroliers texans (donc à la famille Bush) a bénéficié de la complicité (appelée aveuglement) des institutions financières (Audits, analystes financiers, organes régulateurs de Wall Street, banques) [vi][vi]. Au-delà du cas Enron, ce qui est en cause, c'est la liberté pratiquement sans limite, en raison de la déréglementation, qui est donnée depuis des années au capital financier de créer à guichets ouverts du crédit et des actifs financiers. Il s'agit pour reprendre le terme de Marx, qui en analysait déjà les mécanismes de création, d'un « *capital fictif* » (actions, obligations, créances) [vii][vii], mais qui confère à ses propriétaires un pouvoir d'appropriation de la valeur créée par le travail et des richesses naturelles et environnementales [Serfati, 2000]. La presse professionnelle et financière américaine liée à l'industrie de défense s'est empressée de rappeler que les groupes de l'armement sont autrement plus solides qu'Enron, car ils sont adossés aux contrats et aux procédures de régulation du Pentagone [viii][viii]. Bien au contraire, l'opacité qui entoure l'activité des groupes de la défense, le soutien dont ils bénéficient au nom de la « sécurité nationale » vont montrer dans les mois qui viennent que l'alliance de la finance et de l'armement est un terreau fertile pour de telles pratiques.

Il est beaucoup question de la révolution introduite par le commerce électronique dans l'organisation et les méthodes de production des firmes. Dans l'industrie aéronautique et de l'armement, son extension est encore limitée. Toutefois, la constitution d'un consortium destiné au commerce en ligne, nommé *Exostar* et qui est composé des trois grands groupes américains (Boeing, Lockheed, Raytheon) et du premier groupe européen (BAe Systems) a été annoncé en 2000. Loin d'être perçue comme un indice de « flexibilité » productive et organisationnelle accrue, la création de ce consortium est déjà interprété comme un élément supplémentaire dans une *stratégie de collusion* menée par les grands groupes de la défense américains et britannique. Cette stratégie vise à renforcer l'avantage des grands groupes sur le Département de la défense, mais également leur pression sur les firmes qui leur fournissent les équipements et sous-systèmes qu'ils intègrent dans les systèmes d'armes dont ils ont la maîtrise d'œuvre. Les fournisseurs mais également le Pentagone sont inquiets. Celui-ci, épaulé par le *Federal Trade*

Department, tente de résister au déséquilibre en sa défaveur qui pourrait résulter de ces pratiques collusives des groupes contractants [Wall, 2000] .

5. La technologie, instrument de suprématie

Il est bien connu que la technologie a toujours été une *arme de pouvoir*, en même temps qu'elle a toujours consolidé le *pouvoir des armes*. Après la Seconde Guerre mondiale, les systèmes militaro-industriels ont aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France (et bien sûr en URSS) acquis un rôle central dans les systèmes nationaux d'innovation et les politiques technologiques. La politique technologique des Etats-Unis conduite par l'Administration Clinton à partir de 1992 a mis l'accent sur les technologies de l'information et les biotechnologies dans un contexte marqué par la disparition de l'URSS et la baisse des budgets militaires. Cette période n'a pourtant marqué ni la fin de l'importance des crédits destinés à la recherche-développement militaire ni celle des programmes technologiques militaires. Des programmes importants mis en route dans les domaines spatial et des technologies de l'information avaient en réalité une vocation militaire très importante. A la fin de la décennie quatre-vingt-dix, les dépenses consacrées à l'innovation technologique militaire ont de nouveau augmenté. C'est le cas des dépenses de « Science&technology » qui sont consacrées à des recherches et études situées en amont du développement des programmes d'armes. Ces dépenses sont passées de 7,4 à 8,4 milliards de dollars entre 1997 et 2000, et ont atteint 10 milliards de dollars en 2002.

Mais le budget militaire ne suffit pas pour favoriser l'innovation technologique. Les *guerres* de la décennie quatre-vingt-dix sont devenues de formidables *terrains d'innovation technologique* pour les industriels et laboratoires de recherche américains, et d'innovation opérationnelle pour l'Etat-major. La guerre en Afghanistan ainsi que les guerres majeures de la décennie quatre-vingt-dix menées par les forces armées américaines (Irak, Serbie) ont servi à *tester et améliorer les systèmes d'armes* qui ont été développées par les bureaux d'études des firmes de défense. La guerre en Serbie a confirmé que les ingénieurs américains avaient effectivement amélioré la précision des missiles *Patriot* dont les performances durant la guerre du Golfe avaient été, malgré l'intoxication des médias américains, assez médiocres. La précision des armes guidées par GPS a été également considérablement améliorée après la guerre du Golfe, comme l'ont montré les frappes contre la Serbie et en Afghanistan. La guerre de Serbie a permis de tester de nouvelles armes, telles que les bombes au graphite, les avions de reconnaissance sans pilotes (drones ou *Unmanned Aerial Vehicles, UAVs*). Puis, la guerre en Afghanistan a permis de modifier profondément les UAVs utilisés en Serbie, et d'en faire non plus des engins d'observation mais des *armes guidées*, puisque des UAVs ont été équipés de missiles (antichars et antipersonnels). Les prochaines années verront le développement à grande échelle de tels engins de combat (*Unmanned Combat Aerial Vehicles, UACVs*). Autre exemple : les bombes GBU- 28, conçues pour percer des parois, avaient déjà été utilisées pendant la guerre du Golfe, mais ont été améliorées pour – dit-on – percer des parois de 6 mètres d'épaisseur contre les abris d'Al-Quaïda.

La suprématie spatiale constitue un des objectifs majeurs du Département de la défense. Le programme de défense antimissile (*National Missile Defense*) s'inscrit dans la longue tradition des Etats-Unis, dont l'Initiative de défense stratégique (IDS, communément appelée la « guerre des étoiles ») a été une étape importante. La violation du traité ABM, la course à la militarisation de l'espace que ce programme va déclencher ne sont, pour l'administration américaine, que des inconvénients mineurs au regard des enjeux stratégiques, industriels et technologiques de la domination absolue de l'espace. Des estimations prudentes avancent le montant de 60 milliards de dollars dépensés par les Etats-Unis depuis 1983 dans les programmes de défense antimissiles (auxquels s'ajouteront donc entre 60 et 100 milliards de dollars destinés au NMD) .

L'avance technologique et la supériorité absolue dans le déploiement des capacités acquises par les Etats-Unis aura pour effet d'augmenter un peu plus l'écart entre eux et leurs alliés Européens et creuser les multiples écarts (*Technology, Budget and Capability Gap*, comme le rappelle un récent rapport de l'Assemblée de l'Union européenne occidentale, UEO [WEU, 2000]. En conséquence, la dépendance des pays Européens vis-à-vis des Etats-Unis dans le domaine militaire va augmenter dans les prochaines années.

Plus généralement, l'objectif est du Pentagone est mettre à profit les attentats du 11 septembre pour exercer un contrôle renforcé sur la communauté scientifiques et orienter les programmes de recherche. L'acceptation de la militarisation de la recherche académique est telle qu'elle a

conduit un responsable à affirmer que l'objectif serait d'opérer la même mobilisation des scientifiques que celle réalisée pendant la seconde guerre mondiale [ix][ix].

6. Le resserrement des liens entre technologies militaires et civiles

La description conventionnelle des relations entre les technologies civiles et les technologies militaires est la suivante. Dans les décennies soixante et soixante dix, les technologies militaires ont eu des « retombées » (*spinoffs*) importantes dans les domaines civils. Les années quatre-vingts et quatre-vingt-dix ont au contraire enregistré la supériorité définitive des technologies civiles qui sont de plus en plus utilisées dans les nouvelles générations de systèmes d'armes (*spin-in* ou *spin-on*). Cette description est assez discutable [Serfati, 1995] . Il faudrait à tout le moins distinguer selon les secteurs industriels (les relations entre les technologies militaires et civiles ont été très différentes dans l'industrie aéronautique et dans l'industrie électronique). Les différences existent également entre les pays, non seulement entre d'une part les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France et d'autre part le Japon et l'Allemagne, mais également au sein du premier groupe de pays. Ainsi, les différences entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni, et la France vont encore se creuser dans les prochaines années.

En ce qui concerne les Etats-Unis, on peut prévoir que le système militaro-industriel va élargir son contrôle sur des technologies qui ont été développées pour des marchés commerciaux. Le spectre des missions militaires et sécuritaires s'est en effet considérablement élargi depuis la fin de la guerre froide. La liste des technologies jugées « prioritaires » est en fait pratiquement illimitée puisque l'objectif officiellement fixé est de renforcer la suprématie des armées américaines dans les différents types de combats qu'elles pourraient conduire [x][x]. Du point de vue des trajectoires d'innovation technologique et des relations entre le militaire et le civil, deux grands domaines pourraient connaître des évolutions significatives. Les technologies de l'information (TI) sont un élément central pour le développement des capacités opérationnelles fondées sur le C4I (*Command, Communications, Computers, Control, Intelligence*). Les grands groupes contractants cherchent donc à acquérir ou maîtriser les compétences nécessaires dans ces domaines. L'explosion des industries fondées sur les TI au cours des années quatre-vingt-dix était essentiellement due aux marchés civils [xi][xi]. Sur un certain nombre de domaines (par exemple la crypto-analyse et la cryptographie, les technologies micro-électroniques), le resserrement entre le militaire et le civil est probable.

L'autre domaine majeur concerne les biotechnologies, dont le développement extraordinaire s'est largement opéré en dehors des groupes de la défense. Les préoccupations stratégiques n'avaient pas été absentes puisque la secrétaire d'Etat dans l'Administration Clinton, Madame Albright, avait déclaré que les Etats-Unis refusaient de se plier aux contrôles de ses installations prévues par la convention internationale sur les armes biologiques et les armes toxiques par crainte que les inspections... n'affaiblissent la compétitivité des firmes biotechnologiques [cité dans SIPRI, 2000]. Après le 11 septembre 2001, alors même que son président dénonçait l' « *axe du mal* » susceptible d'utiliser des armes de destruction massive, son sous-secrétaire d'Etat a déclaré, à Genève en novembre 2001, lors de la conférence qui discutait de ces questions, que le « *protocole [sur les armes biologiques et toxiques] est mort* ».

L'attention portée à la préparation des « guerres urbaines » occupe une place centrale dans l'agenda de sécurité nationale des Etats-Unis. Car celui-ci s'est élargi aux objectifs de répression des populations civiles qui d'une façon ou d'une autre pourraient remettre en cause la « sécurité » des droits de propriété, ce que les experts américains, parmi lesquels C. Rice appellent dans une étude publiée peu avant les élections présidentielles de 2000, le « *le maintien de la stabilité et de la viabilité des systèmes globaux majeurs que sont les réseaux commerciaux, financiers, de transports et d'énergie, l'environnement* ». Il est clair que les Etats-Unis sont prêts à utiliser tous les types d'armes qu'ils développent, y compris les armes chimiques et bactériologiques dans ces guerres urbaines. On n'a pas encore pris la pleine mesure des dangers immenses produits par la « fertilisation croisée » (*cross-fertilisation*) entre les biotechnologies et les technologies de la miniaturisation actuellement développées sur crédits du Pentagone (nanosciences, *Micro-ElectroMechanical Systems*, ou MEMS, microélectronique, etc.) par les laboratoires publics et ceux des firmes. Des vecteurs minuscules pourront porter des armes biologiques (ou chimiques) redoutables ouvrant la voie à l'utilisation de la guerre biologique comme un élément des futures guerres, qu'elles soient urbaines ou non.

7. L'enracinement de l'appareil militaro-industriel américain

Dans son discours d'adieu à la nation (1958), le Président Eisenhower mettait en garde contre les dangers du « complexe militaro-industriel » qu'il avait du reste lui-même contribué à mettre en place à la fin de la seconde guerre mondiale. Pendant les quatre décennies de guerre froide, dans le cadre de la course aux armements, ce « complexe » s'est profondément enraciné dans l'économie et la société américaine. Cet enracinement a été accompagné par la mise en place de puissants mécanismes d'autoreproduction qui ont été créés au profit des institutions et organisations étatiques et privées qui le composent. L'existence d'un « empire du mal », selon l'expression de R. Reagan pour désigner l'URSS, ainsi que la guerre froide lui ont conféré une forte légitimité et une solide assise. En même temps, en URSS, dans le cadre de la militarisation de la planète, l'appareil militaro-industriel est devenu la clé de voûte du régime. Les effets parasites provoqués par l'ampleur des ressources financières et productives et du potentiel humain engloutis dans la production d'armes, les immenses privilèges qu'en ont tiré les groupes sociaux dirigeants, ont joué un rôle central dans la disparition du régime soviétique.

On peut aujourd'hui mesurer le degré d' « irréversibilité » atteint par ces processus. Situé au croisement du politique et de l'économique, le système militaro-industriel américain a trouvé dans la mondialisation, les sources de sa *régénération* et les bases d'une nouvelle *configuration* grâce aux organisations du capital financier (au premier chef les fonds de pension et les fonds mutuels), qui exercent un contrôle direct sur les grands groupes américains de l'armement, et sont déjà fortement présents dans les groupes européens. L'augmentation du budget militaire (et des livraisons d'armes aux pays clients de Washington) depuis 1999 est une conséquence du dynamisme de l'appareil militaro-industriel américain et confirme qu'il occupe une position centrale au sein des institutions étatiques, ainsi que dans l'économie et la société américaine. Notre analyse prend donc en compte les approches institutionnalistes, qui dans les années soixante, ont analysé les traits majeurs du système militaro-industriel. Melman qualifiait de *state-management* l'organisation, par Robert Mac Namara, qui était lui-même sous la direction du Président Kennedy, d'un département de gestion centralisée de l'empire militaro-industriel. Melman insistait sur la différence entre propriétaires et managers établie par Berle et Means dans leur étude classique [1970]. Il soulignait également la primauté du Département de la Défense : « *le gouvernement fédéral ne "sert" pas l'industrie, pas plus qu'il ne la "réglemente" puisque ce département est plus puissant que lui. Le gouvernement, c'est l'industrie. On a affaire à un Capitalisme d'Etat (state capitalism)* » [1997]. L'intérêt de ces approches institutionnalistes est d'avoir permis de donner une « épaisseur » à l'Etat et à ses institutions, d'avoir montré leur cohérence et leur dynamique. La contribution majeure de Melman fut également de souligner les effets de ponction, qu'il qualifiait de « *parasitaires* », exercés par les dépenses militaires sur les ressources productives et le personnel qualifié.

Cependant, l'explication « managériale » est insuffisante pour rendre compte de la dynamique actuelle. La position centrale que l'appareil militaro-industriel ne peut seulement être expliquée par l'action des institutions qui le composent. La place qu'il occupe aujourd'hui de même que sa dynamique actuelle ne peuvent être séparées ni du rôle qu'il occupe dans la *reproduction des rapports sociaux* dont il assure la défense, ni de sa relation aux transformations géopolitiques et économiques contemporaines. Il faut donc regarder de près la situation nouvelle, faite de mutations économiques et géopolitiques majeures, qui s'est créée dans les années quatre-vingt-dix. La « mondialisation » menée sous la houlette des organisations économiques internationales a ouvert de nouveaux horizons au capital financier, mais elle exige que la *protection* et la *sécurité* des « droits de propriété » sur les ressources minérales, la terre, mais également celle des actifs financiers (actions, obligation, titres de créances) soient garantis. C'est pourquoi il est aujourd'hui indispensable que l'Argentine ne répudie pas le paiement de sa dette extérieure, déjà plusieurs fois payée au bénéfice des groupes financiers et des classes et élites nationales qui ont placé leurs revenus à l'étranger. « *Les Argentins vont devoir souffrir* » a déclaré le secrétaire au Trésor américain. Et pour que le message soit clair, Madame Rice, conseillère à la sécurité nationale du Président Bush, était elle-même présente, avec le secrétaire d'Etat représentant pour le commerce, Robert Zoellick, à la réunion convoquée à Washington pour entendre le ministre des finances argentin « *convaincre Washington que son gouvernement ne détournera pas le pays de la libéralisation des marchés* » (Financial Times 29/01/02) . La santé des fonds de placement financiers qui sont actionnaires des grands groupes américains de l'armement dépend également des flux de revenus qu'elles retirent des marchés « émergents » des pays du sud et de la poursuite du paiement de la dette par ceux-ci. Elles sont donc *directement* intéressées au respect des droits de propriété du capital, autrement dit à *la paix du capital*. La hausse du budget de la défense des Etats-Unis s'explique donc également

par la diversité et l'ampleur des menaces listées par leurs dirigeants et du rôle de superpuissance que les Etats-Unis entendent jouer et faire jouer à l'OTAN. Vaste programme. Les Etats-Unis doivent se préparer à mener des « guerres régionales », à faire face aux dangers que représente la prolifération des armes de destruction massive, à la multiplication des foyers de contestation où ils estimeraient que leurs intérêts vitaux – qui incluent les bénéfices qu'il tirent de la « globalisation » – seraient menacés par des populations ou des gouvernements [Serfati, 2001a].

Certes même au regard de ces menaces, le niveau atteint par les dépenses militaires en ce début de siècle, plus encore leur augmentation décidée par Bush après le 11 septembre 2001, de même que les programmes qui sont envisagés ou déjà en cours de développement peuvent apparaître démesurés. Avant le 11 septembre 2001, des critiques s'étaient fait entendre, venant même d'un ancien secrétaire-adjoint à la défense dans l'Administration Reagan qui considère que le Pentagone pourrait dépenser 250 milliards de dollars au lieu des 310 milliards de dollars dépensés en 2001[xiii][xii]. En fait, au delà des controverses sur le « niveau optimal » des dépenses militaires, qui ont d'ailleurs toujours eu lieu aux Etats-Unis, ce sont les évolutions de l'ordre géopolitique et économique dont la confluence a donné naissance à la « mondialisation », qui créent la dynamique de militarisation dans laquelle se trouve la « superpuissance solitaire ». Le programme de système de défense antimissiles (NMD) peut paraître extravagant sur les plans financiers technologiques, en même temps que dangereux sur le plan géopolitique par les réactions de la Russie et de la Chine que sa mise en œuvre provoquera. Il n'en est pas moins un signal clair, sinon brutal, adressé aux ennemis réels et potentiels ainsi qu'aux alliés hésitants (en Europe et au Japon), des « effets de seuil » qui doivent continuer à séparer les Etats-Unis du reste du monde, ainsi que le prix que les Etats-Unis sont prêts à mettre pour maintenir l'écart avec tout concurrent potentiel. Il vise en même temps à conforter la suprématie technologiques pour faire face aux prochaines guerres et satisfaire les actionnaires des groupes contractants du Pentagone.

En fin de compte, la *régénération* du système militaro-industriel américain, conjuguée à la nécessité croissante d'imposer la « démocratie de marché », c'est-à-dire de défendre la *sécurité* et la *prospérité* d'un capital *rentier* qui produit des crises économiques et financières répétées et une détresse sociale grandissante sont les ferments actifs et dangereux de la *mondialisation armée*.

Bibliographie

Albrecht U., Kaldor M., Schmeder G., *The End of Military Fordism*, Pinter, 1997

Chesnais F., Serfati C., 'L'évolution des dépenses de R&D et la gestion de l'innovation dans un régime d'accumulation à dominante financière, dans Moatti P., Mouhoud, E.M., *Technologie et Connaissance dans la mondialisation*, Economica, 2000

Cowan R., Foray D. , 'The Economics of Codification and the Diffusion of Knowledge', *Industrial and Corporate Change*, vol.6, n3, September 1997.

Defense Science Board, *Final Report of the Defense Science Board Task Force on Globalization and Security*, décembre 1999.

Jensen M.-C., "Agency Costs of Free Cash Flow, Corporate Finance and Takeovers" , *American Economic Review*, Mai 1986

Lordon F., *Fonds de pension, piège à cons ? Mirage de la démocratie actionnariale*, Raison d'agir, 2000

Mann P., 'Procurement Glimmers, But Fails to Glow' , *Aviation Week & Space Technology*, 14 février 2000.

Mann P., 'Uncertain Finance Dogs Defense Spending Hike' , *Aviation Week & Space Technology*, 22 janvier 2001

Markusen A., How we Lost the Peace Dividend, *The American Prospect*, July-August, 1997

Melman S., *Pentagon Capitalism*, Mc Graw Hill, 1970

Melman S., 'From Private to State Capitalism : How the Permanent War Economy Transformed the Institutions of American Capitalism' , *Journal of Economic Issues*, vol.31, n°2, juin 1997

Serfati C., *Croissance, innovation et production d'armes*, Economica, Paris, 1995

Serfati C., "la domination du capital financier : quelles conséquences ?" , dans (coordonné par F. Chesnais et D. Plihon) *Les pièges de la finance mondiale*, Syros, Alternatives économiques, 2000

Serfati C., *La mondialisation armée, le déséquilibre de la terreur*, Textuel, La Discorde, 2001a

Serfati C., "Transformation of the french arms industry and innovation system in an era of globalization" , *Industry&Innovation*, printemps 2001b

SIPRI Yearbook 2000, Oxford University Press, 2000

The Economist, 'The party's over' , 27 janvier 2001

Veloci A.L., 'Aerospace Still Trails Commercial Electronics', *Aviation Week& Space Technology*, 13 septembre 1999.

Veloci A.L., 'Perceived Progress of Suppliers At Odds With Industry's View', *Aviation Week& Space Technology*, 5 avril 1999.

Wall R. 'Industry Woes Worry Pentagon' (Le Pentagone s'inquiète des ennuis de l'industrie) , *Aviation Week& Space Technology*, 8 novembre 1999

Wall R. , 'Aerospace E-Biz Ventures Encounter Regulatory Pitfalls, *Aviation Week& Space Technology*, 15 mai 2000

Western European Union (WEU) , *The gap in defence research and technology between Europe and the United States*, Document A/1718, 6 décembre 2000

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

Copyright © GRIP - Bruxelles/Brussels, 1997-2002 - [Webmaster](#)

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.

Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.

[i]. Dans cette approche, ce sont les relations entre l'actionnaire (appelés "principal") et les dirigeants des entreprises (les "agents") qui dominent.

[ii]. Cette technique donne le droit aux dirigeants et autres cadres supérieurs d'acquiescer à un prix très favorable et fixé à l'avance des actions de leur entreprise. Le gain de revenu qu'ils réalisent sera égal à la différence entre le prix constaté sur le marché au moment de la transformation de cette option en achat ferme et le prix d'achat de l'option.

[iii]. Elle n'a rien à voir non plus avec les gigantesques opérations d'Enron, 7^e compagnie américaine, saluée pendant des années par la presse financière (Fortune, The Economist) comme le modèle de l'entreprise du 21^e siècle. Cette société, connectée aux réseaux pétroliers texans (donc à la famille Bush) a pu organiser une gigantesque spéculation financière avec la complicité (appelée aveuglement) des institutions financières (Audits, analystes financiers, organes régulateurs de Wall Street) . La presse professionnelle et financière liée à l'industrie de défense s'est empressée de rappeler que les groupes de l'armement sont autrement plus solides, et adossés aux contrats et aux procédures de régulation du Pentagone... Voir par exemple, G. Ratnam, Under Close Watch : U.S. Defense Firms Rarely Use Creative Financial Manoeuvres" , *Defense News*, February 11-17, 2002

[iv]. Il faudrait bien sûr développer une analyse critique des critères d'"efficacité" développés dans les industries civiles. En vérité, la domination du capital financier et l'explosion des fusions-acquisitions qu'elle produit entrent en conflit avec les processus d'innovation technologique [voir Chesnais, Serfati, 2000]

[v]. On peut également citer le cas exemplaire est celui de Boeing qui a considérablement augmenté son chiffre d'affaires défense au cours de la décennie quatre-vingt-dix et qui a simultanément nettement affaibli sa compétitivité face à Airbus dans l'industrie civile.

[vi]. Pendant des années, Enron a été saluée par la presse financière (Fortune, The Economist) comme le modèle de l'entreprise du 21^e siècle.

[vii][vii]. On lira quelques unes des "techniques" utilisées dans deux articles de P. Fabra publiés dans *Les Echos* du 6-7 et 15-16 février 2002.

[viii][viii]. Voir par exemple, G. Ratnam, Under Close Watch : U.S. Defense Firms Rarely Use Creative Financial Manoeuvres" , *Defense News*, February 11-17, 2002

[ix][ix]. Les présidents des Académies nationales ont écrit au Président Bush que "*comme dans les années 40, nous avons l'opportunité de mobiliser nombre des meilleurs scientifiques et ingénieurs pour un grand effort commun, pour lequel leur connaissance et leur talent seront redéployés et soigneusement recentrés sur la protection contre de futures attaques terroristes*" cité dans *Defense News*, January 7-13

[x][x]. Des exemples très partiels sont : la "furtivité" , les lasers et l'optique, la vision de nuit et les radars. Les nanosciences (qui permettent la miniaturisation des équipements) , les systèmes de batterie et de conservation de l'énergie, les technologies micromécaniques, les biotechnologies [WEU, 2000] .

[xi][xi]. Dans certains domaines technologiques, le financement du Département de la défense demeure néanmoins essentiel. Dans les nanotechnologies (utilisation des atomes et des molécules pour développer des micro-technologies) , il représente plus de 25% du financement fédéral total.

[xii][xii]. L.J. Korb, 'Pentagon Misuses What it Has' , *Dayly News*, 10 octobre 2000.